

Nous avons aussi indiqué que ce chemin de classe, loin d'être celui du « Front commun », s'opposait à ce dernier, qui n'avait pu s'établir que sur la base ouvertement admise et stipulée de l'interdiction de passer des accords entre ses participants centristes et socialistes pour mener une action dans les syndicats. Par surcroît, cette unité d'action excluait le recours aux instruments de classe de la lutte ouvrière : le principe même de la grève étant soigneusement écarté du pacte d'action commune.

Racamond avait fait entendre que, sur l'autel de l'unité, la C.G.T.U. aurait tout sacrifié; mais restait la question du « Congrès de fusion », au sujet duquel les dirigeants réformistes se refusaient d'admettre une discussion devant porter sur les problèmes capitaux de la politique syndicale. Jouhaux fut d'une intransigeance absolue sur cette question, car il avait précédemment déclaré que la C.G.T. ne pouvait envisager, fut-ce le recours aux « mouvements revendicatifs ». Cette dernière décision du C. N. de la C.G.T. explique nettement la signification qu'aurait prise l'unité syndicale, à savoir la construction d'une seule Centrale proclamant ouvertement que son action ne se serait même pas appuyée sur les revendications élémentaires des ouvriers. Cela aurait évidemment signifié la dislocation immédiate du centrisme, qui se serait dissout et identifié avec le réformisme. Le maintien du parti communiste ne se serait plus justifié et nous aurions probablement connu la constitution du « parti unique » et de l'« unité organique » des traîtres. Mais nous n'en sommes pas encore là et peut-être cet « événement » ne se produira-t-il pas !

Entretiens, Doumergue avait annoncé son projet de réforme de l'Etat, qui ne provient nullement de « méditations » pendant ses vacances à Tournefeuille, mais qui emprunte sa substance aux projets de 1933 de Tardieu. Immédiatement après le discours radiophonique — où la polémique contre le Front commun est faite à la sauce des pasteurs sauvegardant les principes sacrés de la famille, de la propriété et de l'amour maternel — centristes et socialistes réunirent leur « Comité de Coordination ». La déclaration de guerre qui en sort est le dépôt de la motion Blum-Ramette pour la convocation immédiate des Chambres, et l'annonce d'une série de meetings pour appuyer la... révolution au parlement. Les meetings du 13 octobre sont passés inaperçus : centristes et socialistes ne voulant pas du tout risquer la rencontre avec les organisations de droite qui voulaient faire (et y ont réussi pleinement) de l'attentat de Marseille l'occasion favorable pour marquer un point dans la lutte contre le prolétariat.

C'est sur le terrain parlementaire que l'on a porté la lutte contre les projets de Doumergue ; c'est sur ce même terrain que s'opère le déplacement de l'Union Nationale et du « gouvernement de trêve » vers une plus nette démarcation à droite. En face de ces positions, reste maintenant l'appel de Blum au Sénat — que les socialistes voudraient abolir — et qui est devenu aujourd'hui le bastion de la République et de la démocratie.

Les répercussions de l'attentat de Marseille sur la situation française se sont déjà manifestées. Il est encore trop tôt pour établir si cet attentat sera résorbé dans la phase de la préparation des constellations impérialistes pour la guerre ou s'il est le signal accélérant, à brève ou immédiate échéance, le nouveau carnage mondial. Poincaré vient de mourir, mais la politique de son ministère de 1912 réalisant les conditions politiques et militaires, dans l'intérêt de l'impérialisme français et pour le conflit de 1914, cette politique reste bien vivante et il se pourrait bien que nous assistions, au sujet de l'extradition de Pavelitch — avec ou sans voyage de Laval à Rome — à des incidents du type de ceux qui opposèrent la France et l'Italie au sujet des prisonniers turcs des vaisseaux « Manouba » et « Carthage ».

Autour de Kelemen, l'assassin du communiste Dmvov, ne peut naturellement s'élever le moindre accent solidaire des ouvriers. Mais les centristes, qui ont toujours soutenu la nécessité d'appuyer des mouvements séparatistes, et qui, en Yougoslavie, enregistrèrent avec triomphe la passagère orientation de Radich vers Moscou, sont très mal venus aujourd'hui de clamer leur horreur contre « l'assassin fasciste ». Kelemen était ce que pouvait en faire la propagande séparatiste : un produit de haines nationales féroces ne pouvant nullement déboucher dans la lutte prolétarienne, mais seulement vers le conflit impérialiste. Les social-démocrates comprennent très bien cela et se servent de l'attentat de Marseille pour faciliter le bloc du prolétariat français avec l'impérialisme, pour la lutte contre l'Italie « fasciste ».

En face de l'attentat de Marseille, le prolétariat aurait dû voir clairement la nature réelle des mouvements séparatistes et la nécessité de se regrouper solidement pour faire face aux dangers de guerre qui s'accumulent. Mais centristes et socialistes sont là pour empêcher l'orientation des ouvriers vers une base de classe, en poussant de hauts cris contre l'attentat « fasciste », ce qui signifie, dans la réalité actuelle, joindre à cette explosion de haine nationaliste, les ouvriers français prenant position non plus contre le régime capitaliste dans son ensemble, mais contre les pays fascistes, ce qui les conduira demain à faire bloc avec leur impérialisme lors du déclenchement de la guerre.

La prison de la faim

UNE GRÈVE DE MINEURS HONGROIS

Il y a quelque temps, la presse relatait que dans le puits de Pecs, à Funfkrenen (Hongrie), 950 mineurs s'étaient barricadés au fond de la mine en déclenchant une grève de la faim. Il s'agissait d'obtenir que leurs salaires soient reportés de 15 shellings par semaine à 17 shellings (110 à 132 fr. par semaine). Cette grève se prolongea pendant plus de cent heures et se termina par un compromis : les propriétaires, après intervention du gouvernement, s'engageant à améliorer un peu ces misérables salaires. Il nous reste maintenant à dégager la signification de ce mouvement de désespoir, de cette marche héroïque vers le suicide, que les mineurs du puits de Pecs avaient entrepris. La seule arme que leur misère terrible put trouver pour résister au capitalisme est leur propre destruction, ou la menace de celle-ci. Comme le bagnard courbé sous le fouet du bourreau et qui se révolte en choisissant ou la mort ou une atténuation de son supplice, les mineurs de Hongrie, prisonniers du joug terrible des classes dominantes ont choisi la grève de la faim, le suicide, pour attirer « l'attention sur leur situation ».

Seuls, atrocement seuls, sans espoir d'arriver à briser le régime qui fait d'eux des esclaves, les ouvriers de Hongrie qui instaurèrent en 1920 une république soviétique, sombrent aujourd'hui, comme les esclaves antiques impuissants à briser le joug romain, dans des entreprises sans issues. Que l'on se rende bien compte de la portée du geste des mineurs de Pecs. Ils ont vu leur pouvoir s'ériger dans l'après-guerre, subi une défaite terrible, connu les massacres de l'amiral Horthy, sans perdre cependant l'espoir de remonter le courant et de marcher à nouveau vers la révolution prolétarienne. D'ailleurs, la Russie n'existait-elle pas ? L'I. C. ne continuait-elle pas son action en Hongrie ? Mais vinrent les « défaites » de 1923, en Allemagne, en Bulga-